

Questions orales

nous devons nous assurer de pouvoir garder, et ce par le biais de salaires concurrentiels, les gestionnaires de ces sociétés.

[Traduction]

Mlle MacDonald: Monsieur le Président, c'est tout à fait incroyable. N'importe quelle autre société ayant un bilan semblable à celui de la société de Havilland l'an dernier aurait licencié ses cadres supérieurs au lieu de leur verser des primes.

Des voix: Bravo!

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Flora MacDonald (Kingston et les Îles): L'an dernier, de Havilland a perdu 236 millions de dollars que les contribuables canadiens ont dû éponger. Je voudrais poser une question au ministre au sujet de la politique gouvernementale. Peut-il nous expliquer le principe directeur qui consiste à verser des primes aux cadres supérieurs, tandis qu'un million et demi de Canadiens sont sans emploi et que des milliers d'étudiants sortent de nos collèges et universités dans l'espoir de trouver un emploi pendant les mois d'été et n'arrivent pas à en trouver? Pour quelle raison récompense-t-on un groupe en en négligeant un l'autre? Quel sens des priorités a donc le gouvernement?

[Français]

L'hon. Pierre Bussièrès (ministre du Revenu national): Monsieur le Président, le député devrait se souvenir de ce que le gouvernement a toujours été consistant en ce qui a trait aux milliards de dollars qu'il investit afin de procurer des emplois à ceux qui ont de la difficulté à s'en trouver et, en particulier, aux jeunes qui sortent de nos universités. Lorsque son parti était au pouvoir, il a été le premier à sabrer dans ce genre de dépenses et à couper dans les programmes qui visaient à trouver des emplois aux jeunes.

De plus, son parti a toujours été contre le soutien que le gouvernement a apporté à des sociétés comme la Canadair et la de Havilland. Nous, nous avons toujours soutenu, en tant que gouvernement, le développement de ces sociétés; et c'est nous qui maintenons les emplois au sein de ces sociétés pendant que l'Opposition officielle critique l'action du gouvernement qui vise à maintenir ces mêmes emplois.

[Traduction]

Mlle MacDonald: Monsieur le Président, le million et demi de chômeurs canadiens ne gèreront pas cette explication. Je dois vous dire que le propre collègue du ministre, le ministre d'État chargé du Développement économique et régional, ne l'accepte pas non plus.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS
DU CANADA—LE VERSEMENT DE PRIMES AUX CADRES
SUPÉRIEURS

L'hon. Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur le Président, on a également versé des primes aux cadres supérieurs de la Corporation de développement des investissements du Canada, dont relève la société de Havilland. Interrogé à ce sujet, le porte-parole de la CDIC a répondu que le paiement de ces primes en espèces—

M. le Président: A l'ordre. Les députés doivent s'abstenir autant que possible de lire un document lorsqu'ils posent une deuxième question supplémentaire.

Mlle MacDonald: Merci, monsieur le Président.

Le porte-parole de cette société a répondu que c'était parce que ces cadres supérieurs avaient connu une année extrêmement difficile. Si c'est pour cette raison que l'on offre une prime spéciale à ces personnes, le ministre peut-il me dire ce que sont en droit d'attendre les chômeurs, les pauvres célibataires du troisième âge et les familles monoparentales dont le chef est une femme? Quelle raison peut-il invoquer pour ces groupes qui ont également connu une année extrêmement difficile?

• (1420)

[Français]

L'hon. Pierre Bussièrès (ministre du Revenu national): Monsieur le Président, je trouve que le député confond pas mal les problèmes.

Si elle veut discuter des programmes sociaux de ce gouvernement, qu'elle le fasse, et qu'elle s'attaque aux millions de dollars que nous avons ajoutés, par exemple, lors du dernier Budget, pour les personnes qui vivent seules. Qu'elle s'oppose, également, aux centaines de millions de dollars qui ont été ajoutés dans de nombreux programmes sociaux de ce gouvernement ainsi que dans les programmes de création d'emplois.

Maintenant, si elle veut s'opposer également aux politiques de ce gouvernement qui visent à rétablir la situation financière des sociétés comme la de Havilland et la Canadair, qu'elle le dise! Mais nous, ce que nous voulons, c'est assurer la viabilité commerciale de ces entreprises et maintenir au Canada une industrie aéronautique qui soit à l'avant-garde de celle des autres pays.

[Traduction]

M. le Président: Le député de Cambridge.

M. Speyer: Monsieur le Président, je voulais interroger le ministre de la Justice qui est attendu mais n'est pas à son fauteuil. Je vais céder mon tour.

* * *

LES FINANCES

ON DEMANDE AU MINISTRE D'ABOLIR LA TAXE SUR LES
CARBURANTS UTILISÉS PAR LES AGRICULTEURS

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Bon nombre de ses collègues étaient dans l'Ouest en fin de semaine dernière, occupés à faire toute sortes de promesses concernant cette région. Je vois que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ne s'est pas remis de l'accueil qu'on lui a réservé. En son absence, je vais donc interroger le ministre des Finances à propos d'une mesure dont l'Ouest pourrait profiter dès maintenant.